

L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial : cas des PME de la commune de Bejaia

Par : **IFOURAH Hocine**

Maître de conférences « B »- Université Abderrahmane Mira de Bejaia
(Algérie)

Resume

L'objet de cet article est de relever l'importance de l'environnement socioéconomique dans la création d'entreprise. L'intérêt porté à la PME est apparu dès le début de la décennie 90 en Algérie, dans ce sens une panoplie d'instrument et de mesures a été mise en œuvre afin de garantir aux jeunes créateurs un environnement, des plus favorables. Toutefois, certains obstacles persistent et entravent ainsi, le bon déroulement du processus entrepreneurial, voir même rebutent certains initiateurs de projets.

Afin de vérifier cette situation, nous avons décidé d'appuyer notre recherche avec une enquête de terrain auprès des entrepreneurs de la commune de Bejaia, chef lieu de la wilaya.

Mots cles:

Entrepreneuriat, environnement entrepreneurial, entrepreneur, PME, Bejaia.

Introduction

Plusieurs chercheurs ont soutenu l'idée de l'entrepreneuriat comme ordonnance à la croissance et au développement à long terme, on évoque parmi eux : Le professeur Lamiri (2010) qui explique dans son article intitulé «Keynes ou Schumpeter, lequel est super star ? » tout l'intérêt de l'Etat à suivre la conception de Schumpeter qui se résume selon lui en trois recommandations: Disposer d'institutions cohérentes dotées d'un management efficace, développer l'esprit entrepreneurial et organiser la nation pour son épanouissement et l'innovation.

Une entreprise qu'elle soit au stade de projet ou déjà en opération, évolue dans un environnement qui, d'une part, va l'influencer et d'autre part, sera influencé par elle. A ce sujet on retrouve le travail de : Gasse (2003) Qui porte sur : « l'influence du milieu dans la création d'entreprise » qui soutient l'idée que l'entrepreneuriat n'est pas seulement une affaire liée à la personnalité mais aussi à l'environnement qui englobe selon l'auteur: la culture, la famille, la religion, l'éducation, les structures sociales, la communauté d'affaires, les

médias et les réseaux de communication, les associations : professionnelles, industrielles, et consulaires, les institutions « université », organismes de soutien. Ce qui explique que la propension au développement peut être plus forte dans certaines localités plutôt que d'autres.

Ajoutons à ceux là les travaux multiples des chercheurs du CREAD dont on retrouve les résultats des travaux de : Ferfera, Souidi et Akrouf (2000) intitulé « les entrepreneurs, le territoire et la création d'entreprise : enquête à Boghni » où ils démontrent clairement l'importance du capital humain et de sa motivation dans la réussite de l'entrepreneuriat d'une part, et pour d'autre part l'importance du facteur territoire dans la vie de l'entrepreneur, ainsi que la mise en valeur de l'entrepreneuriat comme auteur principal du développement local.

Le rythme de création d'entreprises et la part des IDE demeure faible à ce jour, car comme nous avons pu le noter, l'Algérie est classée au bas niveau parmi les pays disposant de souplesse dans la pratique des affaires, on lui reproche ainsi, la rigidité du secteur bancaire, la lourdeur et la complexité des procédures administratives... etc. ce qui peut décourager tant les investisseurs étrangers que les jeunes créateurs au niveau local.

Pour les PME Algériennes l'enjeu est double, elles doivent d'une part évoluer dans un environnement national qui connaît des réformes structurelles continues et inachevées, et d'autre part faire face au phénomène de mondialisation qui constitue une vraie menace. Donc pour survivre, la PME doit se montrer plus flexible et plus performante.

Car selon Fernandez et Noël (1994) la PME est nettement défavorisée devant la concurrence internationale, et perd ses avantages concurrentiels sur presque tous les facteurs stratégiques, même si elle est sur son propre terrain.

Il n'existe pas de modèle universel du processus entrepreneurial. On peut cependant observer au moins trois étapes reconnues : l'idée, le projet et l'entreprise, qui sont autant de phases de développement que des moments stratégiques dans la vie de l'entrepreneur.

Pour stimuler l'entrepreneuriat dans un milieu, encore faut-il connaître la dynamique de la trame entrepreneuriale afin de mieux cibler les interventions.

Toutes ces lectures ont éveillé notre curiosité d'en savoir plus sur l'entrepreneuriat, l'environnement entrepreneurial qui est le déterminant même de la création de l'entreprise et de son développement. Ce qui nous amène à nous interroger sur les obstacles liés à la création et à la croissance des entreprises dans la commune de Bejaia.

Ces obstacles sont ils liés : Aux politiques et réformes de l'Etat qui ne conviennent pas aux besoins de l'environnement de l'entreprise, aux collectivités locales qui manquent d'engagement à ce sujet ou à l'esprit entrepreneurial qui n'est pas encore ancré dans la population.

Conscient de l'importance de l'entreprise dans la création de richesse, d'emploi et dans le développement de l'économie du pays, nous avons jugé nécessaire de trouver réponse à nos questions, et cela à travers une enquête auprès des entrepreneurs; dans le but d'avoir un aperçu sur le milieu de l'entrepreneuriat. Notons pour cela que la commune détient la plus grande part des PME de la wilaya, soit un niveau de 33%¹ du total des PME.

Première partie: l'environnement de l'entrepreneur Algérien

Les entreprises de petite taille représentent, plus de 95% du nombre total d'entreprises et fournissent la quasi-totalité des créations nettes d'emplois depuis quelques années ce qui est loin d'être négligeable. A vrai dire cette tendance est manifestement due à l'engagement de l'Etat concernant le développement de la PME. Dans ce sens nous allons présenter dans ce qui suit les éléments essentiels qui constituent l'environnement de l'entrepreneur Algérien, à travers la présentation de quelques mesures de création d'entreprises en Algérie, et l'identification des contraintes liées à l'entrepreneuriat en Algérie.

1. Les mesures de création d'entreprise en Algérie

La définition de la PME retenue par l'Algérie tient compte des nouvelles données imposées par la mondialisation et la globalisation de l'économie. Dans ce contexte la signature de l'accord d'association avec l'union européenne en 2004 dans la perspective de la création de la zone de libre échange en 2017 et la future adhésion à l'organisation mondiale du commerce (OMC) sont pour permettre l'intégration de la PME du réseau international des PME.² Dans ce cadre, la définition retenue par l'Algérie est celle définie par l'union européenne en 1996 et entérinée par l'OCDE et les pays non membres dans la charte de Bologne sur les PME de juin 2000. La loi n°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME) consacre cette définition. Elle repose sur les critères : les effectifs, le chiffre d'affaires et le bilan annuel et l'indépendance.

La PME est ainsi définie, quelque soit son statut juridique, comme une entreprise de production de bien ou de services de 1 à 250 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 2 milliards de dinars ou dont le total du bilan annuel ne dépasse pas 500 millions de dinars et qui respecte le critère d'indépendance.³

Cette définition reprend les typologies quantitatives de la PME. Elle a pour but d'homogénéiser une catégorie d'entreprise marquée par son hétérogénéité. Les PME ne sont identifiées directement à aucune catégorie juridique de

1 Données de la direction de la PME et de l'artisanat de Bejaia arrêté au 31/03/2011.

2 RIPME : instituée sur proposition de l'Italie lors de la conférence de Bologne de juin 2000.

3 Entreprise indépendante dont le capital ou les droits de vote ne sont pas détenus à 25% et plus par une autre entreprise ou conjointement par plusieurs autres entreprises ne correspondant par elles même la définition de PME.

l'entreprise algérienne (EURL, SARL, SNC, Sociétés par actions, etc.). Ces typologies permettent de définir les catégories d'entreprises éligibles aux différents programmes des pouvoirs publics : formation, expertise, mise à niveau programme européen à travers les financements MEDA par le truchement EDPME (Euro développement PME), ONUDI, ministère de la PME, la mise en place des pépinières et incubateurs, l'intégration du réseau international des PME... il est aussi question de tirer avantage des différents plans et objectifs gouvernementaux à travers la politique fiscale (surtout les allègements fiscaux), les facilitations financières, l'accès au foncier, l'encouragement à la création de ce genre d'entreprises... etc.

Enfin en identifiant et en procédant au classement de ces entreprises, on peut mesurer leur contribution aux différents indicateurs macro-économiques : croissance économique, création d'emploi, volume du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée dégagée, le volume des exportations... etc.

1.1. Les dispositifs d'aides à la création d'entreprises

Un nouveau code des investissements et une nouvelle loi d'orientation sur la PME vient renforcer la promotion de l'entrepreneuriat en Algérie en 2001 ainsi, plusieurs dispositifs sont nés pour œuvrer dans ce sens.

1.1.1. L'Agence Nationale de Développement des Investissements

Après APSI, l'Agence de promotion, de soutien et de suivi des investissements créée en 1993, l'ANDI a été mise en œuvre en 2001 après l'ordonnance 10-03 du 20 Août 2000. Cette agence a pour principalement :

- D'assurer la promotion, le développement et le suivi des investissements ;
- De faciliter l'accomplissement des formalités constitutives des entreprises et de concrétiser les projets ;
- D'octroyer les avantages liés à l'investissement dans le cadre du dispositif en vigueur.

1.1.2. L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeune

L'ANSEJ est une agence publique créée en 1996⁴ pour encourager, soutenir et accompagner les jeunes chômeurs porteurs d'idée de projet de création d'entreprise. Cette agence a pour missions :

Soutenir, conseiller et accompagner les jeunes promoteurs dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets d'investissement ;

- De gérer, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les dotations du Fond National de Soutien à l'Emploi de Jeunes, notamment les aides et la bonification des taux d'intérêt, dans la limite des enveloppes mises à sa disposition par le Ministre chargé du travail et de l'emploi ;

⁴ Décret exécutif n°96-296 du 08 décembre 1996 fixant les statuts de l'ANSEJ.

- D'assurer le suivi des investissements réalisés par les jeunes promoteurs en veillant au respect des clauses des cahiers des charges qui les lient à l'agence et en les assistant, en cas de besoin, auprès des institutions et organismes concernés par la réalisation des investissements .

1.1.3. L'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit

L'ANGEM⁵ est un dispositif créé en 2004, donnant la chance à une certaine catégorie de citoyens (sans revenus ou disposant de petit revenus) d'avoir des prêts leur permettant l'achat d'un équipement ou de matière et de ce fait les intégrer dans la vie économique et social.

1.1.4. LA Caisse Nationale d'Assurance Chômage

En 1994, un décret⁶ institue l'assurance chômage en faveur des salariés susceptibles de perdre leur emploi de façon involontaire et pour raison économique. Cette décision a fait naître la Caisse nationale d'assurance Chômage (CNAC). Cette institution a pour missions :

-D'aider et de soutenir, la réinsertion dans la vie active des chômeurs régulièrement admis au bénéfice des prestations de l'assurance chômage;

- De constituer et maintenir un fonds de réserve pour lui permettre de faire face en toute circonstance à ses obligations vis-à-vis des bénéficiaires;

- Enfin Dans le cadre de ses missions, la caisse, en relation avec les institutions financières participe au développement de la création d'activités au profit des chômeurs dont elle a la charge notamment les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans et cela par le financement des investissements ou l'octroi de prêt non rémunérés.

1.2. Les services d'aide et d'accompagnement des entreprises

Nous allons présenter dans ce qui suit les organismes essentiels.

1.2.1. L'Agence Nationale de développement de la PME

Créée par le décret exécutif n° 05-165 du 3 mai 2005, dans le cadre de la politique nationale de développement de la petite et moyenne entreprise, elle a pour missions :

De mettre en œuvre la stratégie sectorielle en matière de promotion et de développement de la PME ;

De mettre en œuvre le programme national de mise à niveau des PME et d'assurer son suivi ;

De définir et de mettre en œuvre le plan d'action pour le développement et de la compétitivité de la PME algérienne.

5 Décret exécutif n° 04-14 du 22 janvier 2004.

6 Décret exécutif n°94-188 du 06 juillet 1994 publié dans le JO n° 44 du 07 juillet 1994.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

Tableau n°01 : Bilan du plan national de mise à niveau des PME

Les bénéficiaires	Nombre	%
PME	137	45%
TPE	168	55%
Total	305	100%

Source : ANDPME, bilan des actions du programme national de mise à niveau, arrêté au 30.09.2008

On peut noter que le plan de mise a niveau n'a pas été réparti de façon égale sur les différents secteurs d'activité et a même délaissé certains secteurs, étant donné que c'est l'industrie et la construction qui sont les plus grands bénéficiaires avec des taux de 21% et 35% respectivement. Par contre, on enregistre que neuf (09) entreprises bénéficiaires dans l'hôtellerie, restauration et la pêche et aucune dans l'agriculture.

1.2.2. Le Fonds de Garantie des Crédits aux PME

Le FGAR est une organisation créée en application de la loi d'orientation sur les PME. L'organisme a pour missions:

D'intervenir dans l'octroi de garanties en faveur des PME réalisant des investissements en matière de création et extension d'entreprises, rénovation des équipements prise de participation ;

D'assurer le conseil et l'assistance technique en faveur des PME bénéficiaires de la garantie du fonds ;

D'entreprendre tout projet de partenariat avec les institutions activant dans le cadre de la promotion et le développement de la PME.

Le montant minimal de la garantie par projet est de 5 millions de dinars et montant maximal est de 50 millions de dinars, pour une durée de 7 ans maximum pour un crédit d'investissement et de 10 ans pour un crédit bail (Leasing).

Sont admissibles à cette garantie⁷toutes les entreprises manufacturières (les commerces sont exclus) et toutes les PME visant la fabrication de bien ou l'offre de service inexistant en Algérie, dans le but d'utiliser les ressources naturelles disponibles dans le pays réduisant de ce fait les importations et augmentant les exportations.

1.2.3. La Caisse de Garantie de Crédits d'Investissement

Du fait des contraintes posées par le financement des investissements dans la PME, une caisse de garantie des crédits d'investissements (CGCI) a été instituée en 2004⁸. Cette garantie porte sur la défaillance de remboursement des crédits, et le redressement ou la liquidation judiciaire de l'emprunteur.

⁷ Décret exécutif n°373-02 du 11.11.2002

⁸ Décret présidentiel n°04-134 du 19 avril 2004

1.2.4. Les pépinières d'entreprises et les centres de facilitations

Les pépinières d'entreprises et les centres de facilitations sont des structures d'accueil temporaire spécialement conçues pour aider les entreprises à se développer.

2. Les contraintes de création d'entreprise en Algérie

La multitude de dispositifs mis en place par les pouvoirs publics en vue de promouvoir l'entrepreneuriat laisse à croire que la création d'entreprise en Algérie est chose facile. Mais une fois sur le terrain le créateur rencontre des difficultés qui peuvent parfois le décourager, voire même le dissuader. En effet d'après un rapport de la Banque mondiale, l'accès au crédit, les procédures administratives et la corruption seraient les premiers obstacles à lever afin d'améliorer l'environnement. On peut résumer dans ce qui suit les principales contraintes liées à la création d'entreprise en Algérie:

2.1. Les contraintes de financement

La création d'entreprise est un processus dont la réussite dépend du degré de coordination entre les différents acteurs socio-économique qui rentrent en jeu. Ainsi la divergence de but entre les dispositifs d'aide à la création qui sont des structures à optique sociale et les banques publiques mises en œuvre qui cherchent plutôt la rentabilité financière empêche un bon nombre d'entreprise de voir le jour. En effet ces banques sont toujours réticentes à l'accord de crédit aux PME, souvent à cause de l'incapacité du jeune créateur à mobiliser les fonds propres et les garanties nécessaires à l'acceptation de sa demande de crédit. Notons aussi que l'historique des banques⁹ algériennes incite celles-ci aujourd'hui à une prudence excessive dans la politique de crédit.

2.2. Les contraintes du foncier

Une enquête menée par le ministère de la PME et de l'Artisanat a en effet révélé, que pour près de 35% des promoteurs, le foncier constitue l'une des principales contraintes à l'investissement. Ces derniers protestent l'absence d'information sur les disponibilités foncières, les difficultés d'accès au foncier, la mauvaise gestion des zones d'activités et industrielles, les prix inaccessibles, la non régularisation des titres de propriété, le manque d'entretien des infrastructures situées dans les zones industrielles.

2.3. L'environnement des affaires

Toutefois, si le cadre réglementaire assoupli a permis l'essor du secteur privé, la réforme de la fiscalité, du droit des affaires et de l'administration reste encore inachevée et trop lente pour répondre aux exigences du marché. En effet, le climat des affaires s'analyse sous trois volets : les indicateurs

⁹ Les pertes des banques sur les prêts aux entreprises publiques ont représenté 4.3% du PIB annuellement, de 1991 à 2001. De ce fait, l'état a procédé à plusieurs reprises à des restructurations financières et des assainissements, en 1991-94, puis en 1995-98 et enfin en 2001

de gouvernance publique, les évaluations du climat d'investissement et les indicateurs de la pratique des affaires.

2.3.1. Les indicateurs de gouvernance :

Ces indicateurs rassemblent les indices de la qualité de l'administration publique (telles que la corruption et la prévisibilité des politiques) aux indices qui produisent la gouvernance. Une étude réalisée par le FMI (2006) a analysé le climat des affaires en Algérie tout en la comparant avec les pays de l'EUPERI. Selon cette étude l'Algérie est classé l'avant dernière de son groupe juste devant l'Ukraine avec une qualité de gouvernance faible.

2.3.2. Les évaluations du climat d'investissement (ECI) :

Cet indice mesure la vision des chefs d'entreprises concernant la gravité des obstacles au fonctionnement et à la croissance de leurs entreprises, tels que : Les politiques et les services de l'administration publique ; la qualité et la quantité des infrastructures physiques ; la structure et les fonctions des marchés de main-d'œuvre; de capitaux et de produits; les relations entre les entreprises et les réseaux d'entreprises; l'exécution des contrats; l'efficacité de la réglementation ; la fiscalité et la réglementation douanière et l'ordre public et autres aspects de la gouvernance.

Selon l'ECI réalisé par la Banque Mondiale en 2008, l'Algérie est classée derrière tous ses concurrents comme lieu d'attractivité pour l'exercice d'une activité d'entreprise.

2.3.3. Les indicateurs de la pratique des affaires (IPA) :

Ils mesurent le poids de la réglementation sur les PME. L'IPA regroupent plusieurs indicateurs : création d'entreprises, obtention d'autorisation, embauche et licenciement de travailleurs, enregistrement de la propriété, obtention de crédit, protection des investisseurs, exécution des contrats, paiement des impôts et fermeture d'entreprises. Selon l'IPA de l'année 2008 effectué par Doing business (Banque Mondiale), l'Algérie dispose d'un climat des affaires le moins attractif pour les PME par rapport à la région Afrique du Nord et Moyen Orient. C'est au regard de la pression fiscale sur les entreprises que la différence est prononcée entre l'Algérie et les autres pays.

Sur les 181 pays comparés dans le cadre de l'IPA, l'Algérie figure parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée (166ème).

En ce qui concerne la facilité de paiement des taxes et impôts l'Algérie est à la place 166 loin devant le Maroc et la Tunisie qui sont classé 119ème, et 106ème respectivement.

En Algérie le jeune initiateur de projet se retrouve seul tout au long du processus de création de son entreprise, il ne pourra compter sur aucun accompagnateur qui lui servira de guide dans ce nouveau monde qu'il cherche à exploiter. Il est à noter que l'expérience d'accompagnement a fait ses preuves dans certains pays de l'Europe notamment en France. Elle peut consister

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

en la présence d'association permettant aux entrepreneurs de partager leurs expériences professionnelles dans le but d'échanger des idées et de bénéficier de conseils. En effet le manque d'encadrement des jeunes promoteurs n'est pas du seul ressort de l'Etat mais cela concerne aussi les entrepreneurs déjà sur le terrain qui pourront leurs êtres d'une importante aide étant donné leur expérience. On dira donc que cette contrainte est aussi liée aux caractéristiques de l'entrepreneur algérien qui ne voit en le nouvel entrant qu'un concurrent dont il faudra se méfier.

Toujours dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat au niveau national, et de lever les obstacles liés à la création l'Etat a procédé en année 2011 à de multiples améliorations.

Mais beaucoup d'économistes sont perplexes quant aux retombées des ces nouvelles réformes et soutiennent l'idée, qu'une décision conjoncturelle ne peut être une solution durable, et préconisent plutôt comme issue, la formation et l'orientation des jeunes initiateurs de projet dans des créneaux que l'Etat aura à définir, en vue de diversifier et de créer une certaine performance dans le secteur de la PME qui est jugé jusque là, comme limité.

Il est vrai qu'aujourd'hui la PME joue un rôle indiscutable, sources d'emploi et d'intégration sociale, elle contribue de manière significative à la croissance économique locale et nationale.

Ainsi l'Etat Algérien dans sa politique de lutte contre le chômage a mis en œuvre les dispositifs énumérés précédemment qui se sont révélés très avantageux car ils ont permis la création de plus d'un million¹⁰ d'emploi à travers le développement du secteur de la PME. Mais si l'Algérie a marqué des points en sa faveur en matière de diversité de structures d'appui aux PME et de promulgation de lois encourageant le secteur privé, il lui reste encore un long chemin à parcourir pour assainir l'environnement de l'entrepreneur afin de lui réserver les meilleures conditions pour son développement, car dans un contexte de mondialisation, un environnement peu propice aux affaires ne peut qu'affaiblir la côte des PME en terme compétitivité d'une part, et d'autre part ça ne jouera guère en faveur du territoire en terme d'attractivité.

10 D'après les données du bulletin d'information du ministère de la PME et de l'artisanat, 2009.

Deuxième partie : methodologie de l'enquete et les resultats obtenus

1. Objectif et limite de l'etude

L'enquête a pour objectif de définir les conditions de développement de la PME, à travers notamment l'identification de l'entrepreneur, son comportement, et son environnement afin de pouvoir nous informer sur les principaux obstacles liés à la création et au développement de la PME au sein de la commune de Bejaia.

Afin d'atteindre cet objectif, nous avons conçu un questionnaire composé de 22 questions dont 16 questions semi-fermées pour laisser au promoteur le choix de donner des réponses possibles, et 6 fermées nécessitant des réponses par oui ou par non, réparti sur trois axes; qui portent en premier lieu sur le profil de l'entrepreneur, suivi de l'identification de l'entreprise, et en dernier lieu de l'environnement socioéconomique de l'entrepreneur. Etant donné que l'enquête concerne l'initiateur de projet, nous avons administré le questionnaire en face à face afin de nous assurer un entretien avec l'entrepreneur lui-même.

Vue les limites de cette enquête que nous avons évalué au début de notre étude, nous avons fixé préalablement notre échantillon à 100 entrepreneurs, que nous avons réparties sur les différents secteurs d'activités dominants selon leurs pourcentage suivant la méthode d'échantillonnage par quota.

Par absence de données sur le nombre de PME avec répartition sectoriel pour la commune de Bejaia (région d'étude) et après avoir confirmé auprès du responsable statistique de la direction de la PME de Bejaia que cette dernière suit la même tendance que la wilaya dans la répartition des activité par secteur, de ce fait nous avons pris les donné du tableau suivant (26) comme base pour définir l'échantillon qu'on veut atteindre.

Tableau n°02 : Les Secteurs d'activité dominants

n°	Secteurs d'activités	Nombre de PME	%
01	Bâtiments et travaux publics	3 221	25.11
02	Commerces	2 430	18.94
03	Transport et communication	2 398	18.69
04	Service fournis aux ménages	908	07.07
05	Service fournis aux entreprises	786	06.13
06	Hôtellerie et restauration	662	05.16
07	Industrie du bois, liège, papier, imprimerie	637	04.97
08	Industries agroalimentaires	532	04.15
09	Agriculture et pêche	288	02.25
10	ISMME	288	02.25
11	Autres secteurs	677	05.28
	Total	12 827	100.00

Source : Direction de la PME et de l'artisanat de Bejaia (premier trimestre 2011).

Le taux de PME dans chaque secteur est alors considéré comme le nombre de PME que l'on veut atteindre dans notre échantillon.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

Le quota de 100 entrepreneurs à enquêter n'a pu être atteint. Nous n'avons pu enquêter que 60 entreprises. Nos questions nécessitent des réponses de la part du créateur de l'entreprise lui-même, et la tâche de le rencontrer était difficile, nombreux sont ceux qui ont répondu négativement à notre demande d'entretien, aussi certains questionnaires laissés à quelques entrepreneurs sous prétexte d'y est répondre dès qu'ils auraient le temps non pas pu être récupérés, et d'autres ont été annulés pour cause de contradictions ou l'absence de certaines réponses. L'indisponibilité, l'absence de culture d'enquête, le faible niveau scolaire, et l'aversion aux documents écrits sont les principales raisons de ces lacunes.

D'autres difficultés ont aussi restreint notre échantillon. Ces insuffisances font que notre étude n'est pas exhaustive, mais néanmoins les entraves liées à la création d'entreprises à travers les secteurs dominants les plus actifs en milieu entrepreneurial de la commune ont été identifiées.

2. Présentation et interprétation des résultats obtenus

Bien que nous n'ayant pas réussi à atteindre l'objectif que nous nous sommes assigné à savoir toucher un échantillon de 100 entrepreneurs de la commune de Bejaia, notre enquête nous a permis de collecter un nombre appréciable d'informations. L'analyse et l'exploitation de ces informations nous ont permis d'apprécier le milieu entrepreneurial de ces entrepreneurs.

2.1. Identification des entreprises

L'enquête a pu atteindre 60 entreprises actives dans les domaines suivants :

Tableau n°03: Répartition de l'échantillon de l'enquête

Secteurs d'activités	Nombre d'entreprises
Services	43
BTPH	15
Industrie agroalimentaire	02
Total	60

Source : enquête.

Comme c'est le cas au niveau national et au niveau de la wilaya la répartition par secteur d'activité regroupé révèle que c'est le secteur des services qui est dominant, ainsi notre enquête a touché 43 entrepreneurs dans le domaine des services répartis comme suites :

Commerce (20), Transports (13), Services fournis aux ménages (06) et Hôtellerie et restauration (04).

Le deuxième secteur est celui du Bâtiments et des travaux publics représenté avec quinze (15) entrepreneurs, puis loin derrière celui de l'industrie agroalimentaire avec deux (2) entrepreneurs seulement.

Dans la totalité des cas, les entreprises étaient des créations pures, on n'a enregistré aucun acte de reprise ou de réactivation dans notre échantillon. Les entrepreneurs préfèrent investir dans un projet propre à eux.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

Quant à la période de création des entreprises, on a noté que la plupart d'entre elles ont été créées à partir des années 2000, période qui correspond au développement des politiques de promotion de l'entrepreneuriat en Algérie, comme illustré dans le tableau suivant:

Tableau n°04 : Période de création des entreprises enquêtées

Période de création	Nombre d'entreprises
Avant 2000	06
Après 2000	54

Source : enquête.

Sur les 60 entrepreneurs touchés par l'enquête, cinq d'entre eux étaient des femmes, il est à noter que la part des femmes dans l'entrepreneuriat en Algérie est très faible, et la wilaya de Bejaia compte que 940¹¹ femme entrepreneur. Ce chiffre sera aussitôt réduit si on dévoile le nombre d'homme à qui appartient réellement le projet.

La commune de résidence des entrepreneurs est dans 90 % des cas Bejaia soit 54 entrepreneurs, les six autres sont des communes voisines (Tala Hamza, Elkseur, Amizour, Oued Ghir).

L'âge des entrepreneurs enquêtés est représenté dans le tableau suivant :

Tableau n°05 : Tranche d'âge de l'échantillon

Tranche d'âge	Nombre d'entrepreneurs
Moins de 30 ans	16
Entre (30-40) ans	29
Entre (40-50) ans	10
Plus de 50 ans	05
Total	60

Source : enquête.

On remarque que la population d'entrepreneurs est relativement jeune, 75% d'entre eux ont moins de 40 ans. La pyramide des âges des entrepreneurs révèle qu'il y a une corrélation négative entre le nombre de PME et l'âge des entrepreneurs entre 30 et plus de 50 ans.

2.1. Profil des entrepreneurs

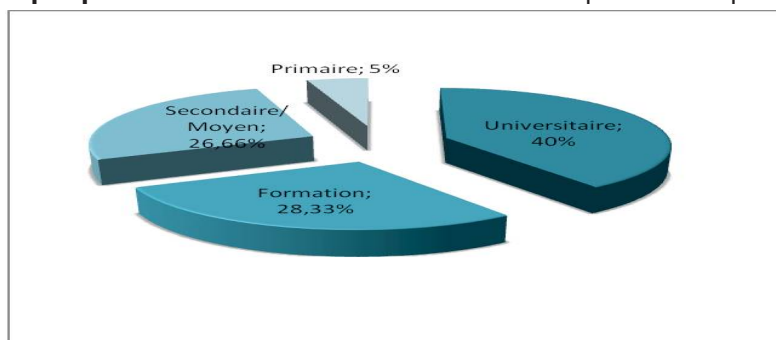
Cette partie portera sur le niveau d'instruction des entrepreneurs, sa situation avant de créer son entreprise et ses motivations :

2.1.1. Niveau d'instruction des entrepreneurs

Les résultats de l'enquête ont démontré que sur les 60 entrepreneurs 41 sont diplômés (68,33%), et 31,66% ne sont pas diplômés dont 5 entrepreneurs ont un niveau primaire. Le graphique ci-dessus illustre la répartition des enquêtés selon le niveau d'étude.

11 Direction de la PME et de l'artisanat de Bejaia au 31 mars 2011.

Graphique n°01: Le niveau d'instruction des entrepreneurs enquêtés



Source : enquête+calculs de l'auteur.

2.1.2. Situation des entrepreneurs avant la création de l'entreprise :

Dans notre enquête 40 (66,66%) entrepreneurs ont déjà travaillé avant de créer leur propre entreprise, le reste, soit 20 entrepreneurs sont passés directement d'une période de chômage à chef d'entreprise. L'expérience professionnelle nous indiquera plus loin si elle a été un facteur bénéfique pour les entrepreneurs dans le processus entrepreneurial.

Les entrepreneurs ayant déjà travaillé ont occupé différents postes, à savoir ; salarié dans le domaine publique et privé, ou commerçant, tandis que certains ont enchaîné les petits boulots juste pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

Le licenciement, la précarité du poste de travail sont autant de raisons qui ont poussé les individus à créer leur propre emplois ce qu'on expliquera dans le point suivant.

2.1.3. Motivations des entrepreneurs

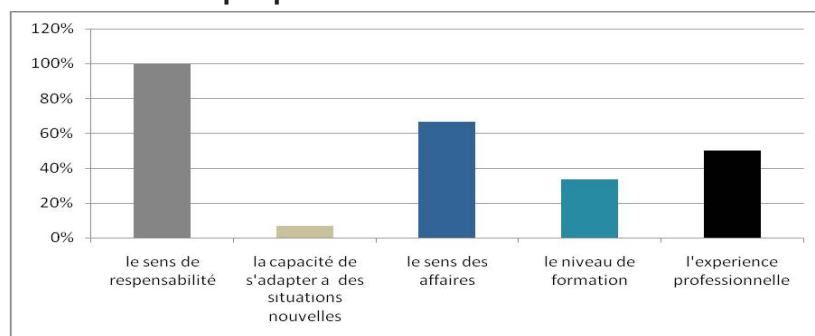
A la question de savoir quelles sont les raisons qui les ont poussées à créer leurs propres entreprises, les avis sont partagés entre les cinq propositions de réponse, mais celles qui sont revenues le plus c'est : la présence d'opportunité et perspective de gain assurément avec 91,66% et 83,33% respectivement. La création d'entreprise est aussi justifiée par le chômage pour 45 entrepreneurs, et l'envie de changer de situation professionnelle par 15 entrepreneurs.

En créant leurs entreprises, soucieux de préserver leur emplois les investisseurs déploient beaucoup d'efforts et se montre plus sérieux et responsable, ainsi tout les entrepreneurs estiment qu'ils doivent leur réussites en premier lieu à leur sens de responsabilité, ce qu'on a remarqué dans les réponses des interrogés c'est que le niveau de formation ne semble pas être considéré comme facteur de réussite chez la plupart (66,66%) des entrepreneurs que comporte l'échantillon, cela pourrait être expliqué par le fait que la formation acquise par ces derniers n'est pas retrouvé dans le

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

domaine d'activité, par contre le 75% des personnes ayant déjà travaillé avant de créer leur entreprise estiment qu'il doit leur réussite à leur expérience professionnelle antérieure.

Graphique n°02 : Les raisons de réussite



Source : enquête+calculs de l'auteur.

Une autre remarque à faire est celle de la minorité d'entrepreneurs qui renvoient leur réussite sur leur sens à s'adapter à des situations nouvelles, et ce en raison de leurs domaines d'activité qui n'est pas marqué par de grands changements.

2.3. L'environnement socioéconomique de l'entrepreneur

Dans ce point on verra les points forts et les points faibles de certains facteurs de l'environnement de l'entrepreneur de la commune de Bejaia, région de notre étude.

2.3.1. L'influence socioculturelle

Le soutien de la famille semble avoir une grande influence sur les entrepreneurs interrogés, car 75 % d'entre eux estiment que les proches (famille et amis) étaient une source d'encouragement pour eux dans leur projet, la motivation personnelle et la volonté représentent aussi un facteur déterminant dans la décision d'entreprendre dans la moitié des cas dans notre échantillon (50%), ce qui est dû à la personnalité du créateur.

Le rôle de l'Etat est faible dans l'encouragement des entrepreneurs, en effet seuls les sujets qui ont bénéficié d'aide publique ont reconnu être influencés par ce facteur, soit un taux de 16,66%.

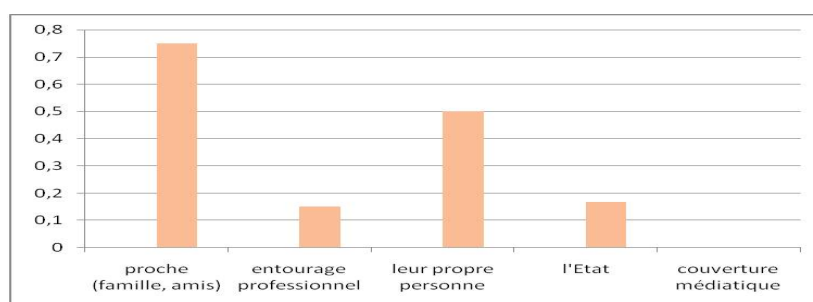
Le manque de couverture médiatique est témoigné par le taux zéro des entrepreneurs estiment que les médias ne jouent pas de rôle dans l'entrepreneuriat, du moins pas un rôle visible. Neuf (09) entrepreneurs déclarent être motivés en voyant d'autres réussir, l'encouragement de l'entourage professionnel est alors considéré comme un encouragement indirect.

Vivre au sein d'une famille d'entrepreneurs semble avoir une influence sur la décision de créer sa propre entreprise, ainsi 75% des créateurs interrogés déclarent avoir un membre dans la famille qui est aussi entrepreneur.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

La forte présence de PME, l'existence d'un marché conséquent, et le statut de la commune de Bejaia (chef lieu de la wilaya), est grandement avantageux pour la commune qui a gagné l'estime des entrepreneurs qui pensent à 66,66% qu'il doit leur réussite à leur milieu. Vingt entrepreneurs par contre pensent avoir plus de chance en s'installant dans une autre localité.

Graphique n°03 : Influence socioculturelle



Source : enquête+calculs de l'auteur.

2.3.2. Type de financement

La PME à Bejaia comme ailleurs en Algérie a du mal à se voir accordé un crédit, dans notre enquête, une seule personne a pu bénéficier d'un crédit bancaire hors ceux qui sont passés à la création via les dispositifs qui sont au nombre de dix. Quarante neuf (49) entrepreneurs ont pu financer leur projet sans avoir recours à la banque, cela a favorisé deux autres types d'emprunt à savoir : l'emprunt par la famille, et l'emprunt au marché informel.

2.3.3. Contraintes de création d'entreprises

Les obstacles les plus pesants rencontrés par les entrepreneurs sont le manque de fonds privés à 91,66% et les lourdeurs administratives à 95%, entraves qui peuvent aller jusqu'à voir certains porteurs de projets renoncer à leur désir. Si les lourdeurs administratives se résolvent avec un peu de patience, ce n'est pas le cas pour le financement.

Le développement de politiques d'aides à la PME s'avère sans changement sur cette dernière, du moins pour notre échantillon étant donné que 66,66% du total des interrogés trouve des difficultés pour obtenir des aides publiques.

La question du local adéquat à l'exercice de l'activité ne semble pas constituer un problème, vu que cela dépend en général de la nature de l'activité (exemple: taille du projet, type d'industrie... etc).

Pour remédier à leurs difficultés principalement celles du financement, les entrepreneurs (91,66%) ont reçu des aides provenant essentiellement de leurs proches (famille et amis). Ce qui retient notre attention c'est le manque notable d'entraide entre entrepreneurs, en effet seul deux créateurs ont reçu des aides de la part d'entrepreneur déjà dans le milieu, cela témoigne de la

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

nature des relations qui existe entre les entrepreneurs eux même (manques de coordiantion et d'organisation autour de mouvement associatif d'aide aux jeunes entrepreneurs), ajoutez à cela le ragard douteux des entrepreneurs qui voient en le jeune promoteur qu'un futur concurrent dont il faut se méfier, ce qui peut influer négativement sur l'épanouissement de l'entrepreneuriat qui repose sur le rôle de ses bâtisseurs.

Les aides perçus sont à caractère financière dans 66,6% des cas, à 33,33% sous forme de conseil et de renseignement mai jamis de formation. Enfin seules les dix entreprises créées via les dispositifs ont bénéficiés d'aide fiscal. Aucun entrepreneur n'a reçu d'aides sociales, cet aspect fait ressortir le manque de solidarité de la société civile, et les limites des collectivités locales.

Le manque de divulgation de l'information induit l'absence de précision dans l'inforamtion de la population entrepreneuriale sur les différentes politiques d'aides à la création d'entreprise, ainsi il n'y a que 16 entrepreneurs qui ont affirmé connaître les dispositions concernant à la promotion de la PME.

Mai cela n'empêche pas les interrogés d'avoir leur appréciation sur ces politiques, à travers leurs différentes expériences ainsi que celles de leurs collègues. Ainsi tandis qu'une petite partie (13 entrepreneur) juge ces politiques de positive, nombreux sont ceux qui les trouves lentes (78,33%), complexe (33,33%), difficile d'accès (61,66%), certains par manque de confiance et de compréhension les trouves même inefficace (66,66%).

Si la réglementation rend la procédure de création d'entreprise lente (par le nombre de pièces adminitratives et de justification nécessaire à fournir par les différentes administrations), cette dernière est encore plus pénible à cause de la qalité des services fournis aux intéressés.

En dernier lieu on a voulu savoir, quels étaient les changements que les entrepreneurs de notre échantillon ont souhaité voir à l'avenir et cela en leur proposant une ensemble de proposition qu'il fallait choisir par ordre de priorité.

Les entrepreneurs semblent être partagés entre la priorité d'aide au financement, et l'allègement des charges en premier ordre avec un taux respectif de 50% chacun. Et cela au dépend même du manque d'information et de formation qui sont classé respectivement, 5ème et 4ème en ordre de priorité par 75% des enquêtés, et des lourdeurs administratives qui peuvent être contourné selon les investisseurs. En effet les charges, et le financement ont beaucoup de poids dans l'activité des enquêtés qui ne trouveraient de solution qu'à travers l'intervention direct de l'Etat.

Au terme de cette étude certaines mises au point sont nécessaires, à vrai dire mener une enquête de terrain n'est pas aisé, les obstacles commencent dans l'étape de collecte d'information concernant la commune de Bejaia. Et

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

si on a pu apporter des éléments de réponse à notre problématique à travers, notre enquête dont les résultats se joignent à la situation de l'environnement entrepreneurial au niveau national, notre étude est une participation qui pourrait être enrichit, car étudié l'environnement entrepreneurial revient à décortiquer tout les éléments qu'il comporte et cela sur l'ensemble de la population d'entrepreneur ou néanmoins sur un panel plus large, chose qu'on a eu du mal a réalisé.

A travers cette étude, on a révélé les potentialités de la commune de Bejaia, chef lieu de la wilaya elle figure parmi les grandes villes du pays. Quand on s'est intéressé de plus prêt à l'activité entrepreneuriale on a constaté que ce secteur est tant aidé à son développement par des atouts de l'environnement, mais certains facteurs obstruent une évolution plus riche et plus consistantes de cette activité. Car si l'entrepreneur s'en sort du chômage, et jouit d'une certaine indépendance en étant son propre chef, ce dernier se retrouve confronter à une multitude de contraintes et ce malgré les efforts de l'Etat.

A ce stade on peut dire, qu'un entrepreneuriat efficace n'est possible qu'avec l'implication des acteurs à tous les niveaux: l'Etat comme vecteur principal qui doit instaurer un environnement favorable au développement de l'entrepreneuriat à l'échelle nationale, les collectivités locales et la société civile qui peuvent contribuer de façon significative à l'impulsion et à la valorisation de l'esprit entrepreneurial au niveau local, et grâce à son expérience l'entrepreneur peut avoir le rôle d'enseignant pour ses collègues, et d'accompagnateur pour les nouveaux entrants.

Conclusion :

L'intérêt pour la PME est dicté par le rôle que peut jouer ce type d'entreprises dans tout développement socio-économique local ou régional. La PME constitue l'élément indispensable à l'intégration industrielle et à la diversification économique. Elle constitue, en effet, un moyen d'impulsion du développement économique en période de crise ou d'ajustement structurel, de décentralisation économique, de résorption du chômage et de lutte contre la pauvreté.

La PME a besoin d'un environnement favorable pour son développement, comme nous avons pu le constater tout au long de cette étude, les dispositions des facteurs de l'environnement sont déterminants pour l'activité entrepreneuriale et ce que ça soit au niveau macroéconomique, microéconomique, ou au niveau interne.

La création et la croissance des entreprises dépend essentiellement de deux acteurs, à savoir; l'Etat et l'entrepreneur.

L'Etat à travers ses actions, ses politiques, et l'ensemble des programmes d'aides à la création et au développement des entreprises influence l'opportunité, la propension, et la capacité à entreprendre.

L'entrepreneur à travers la création d'entreprise et d'emploi, le développement de l'esprit entrepreneurial et l'innovation, il véhicule et valorise l'image de l'entrepreneuriat.

Il est vrai que l'Algérie a marqué assez de points en sa faveur en matière de diversité de structures d'appui aux PME, en matière de promulgation des lois encourageant le secteur privé, cependant, il lui reste beaucoup à faire pour assainir l'environnement entrepreneurial des ses défaillances. Les obstacles qu'on a pu rapporter sont ; les contraintes de financement, les lourdeurs administratives, la mauvaise gestion du foncier, et le manque d'implication des collectivités locales.

L'entrepreneur Algérien est loin d'être cet entrepreneur schumpetérien qui est l'initiateur de nouvelles activités économiques et qui contribue incontestablement à l'ouverture de nouveaux marchés, car il n'occupe pas des secteurs innovant et à forte intensité technologiques. De ce fait, le secteur de la PME est loin de jouer son rôle, du fait de sa concentration dans certaines activités génératrices de rentes et de gains faciles tels que l'agroalimentaire, le transport et certains segments de construction.

Cependant faire un constat totalement négatif quant à la situation entrepreneuriale en Algérie serait un jugement sévère, car il est à rappeler que ce secteur est plutôt jeune et il est appelé à s'améliorer au fur et à mesure que l'environnement entrepreneuriale s'améliore et se stabilise.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

Un autre déterminant environnemental qui pourrait contourner les difficultés de l'environnement, est l'organisation des entreprises en réseaux, sous forme de système productif local (SPL), ou de district. En effet, les regroupements d'entreprises peuvent contribuer à améliorer l'environnement entrepreneurial notamment à travers ; la création d'un marché de travail plus performant, les entreprises bénéficient également d'économies d'agglomération du fait de la mise en commun des infrastructures, des services (collaboration formelle) et du savoir faire de chacun (collaboration informelle). La seconde économie d'agglomération est due à des relations internes spécialisées, variées et à moindres coûts et à des relations interentreprises qui sont particulièrement denses, puisque cette organisation est basée non seulement sur la concurrence mais aussi sur la coopération, les régions sont aussi en concurrence pour attirer les entrepreneurs, ce qui favorise la création de nouvelles entreprises. Enfin, un des avantages notable est que l'agglomération est un facteur de diffusion et de circulation de l'information, un terrain propice aux idées nouvelles, grâce à la proximité des acteurs, à la division du travail et à la spécialisation des acteurs. Les entreprises bénéficient donc d'effets externes positifs, liés à la présence d'autres firmes. Tout cela est particulièrement favorable à l'innovation, et l'accumulation de compétence.

Références Bibliographiques

- Abedou A, Bouyacoub A, Lallement M et Madoui M (Ouvrage Collectif), 2004,» Entrepreneur et PME : Approches algéro- françaises», L'Harmattan, Paris.
- Albert P, Fayolle A, Marion S, 1994.» L'évolution des systèmes d'appui à la création d'entreprise», In Revue Française de gestion, n°101,1994.Paris.
- Belattaf M, 2001. «L'aide à la création d'entreprise et dynamique de l'emploi : évaluation de l'expérience de la micro-entreprise dans la wilaya de Bejaia «.In Les cahiers du CREAD, n° 58, 4ème trimestre 2001. Alger.
- Boncler J, Hlady R, 2003.» Caractérisation de l'entrepreneuriat en économie solidaire». Éditions de L'ADREG, Paris.
- Boutillier S, Uzundis D, 1995. « L'Entrepreneur : Une analyse socio-économique», Edition Economica, paris.
- Bruyat C,2001.» Créer ou ne pas créer ? Une modélisation du processus d'engagement dans un projet de création d'entreprise». In
- Revue de l'entrepreneuriat, n°1,2001.Paris.
- Casson M, 1991. «L'entrepreneur», Edition Economica, Paris.
- Drucker P, 1985.»Les entrepreneurs», l'expansion-Hachette, paris.
- Esposito M, Zumello C, 2003. « L'entrepreneur et la dynamique économique : Approche anglo-saxonne», Edition Economica, paris.
- Fayolle A, 2004. «Entrepreneuriat : Apprendre à entreprendre », Dunod, Paris.
- Ferfera M.Y, Souidi R, Akrouf T, 2000.» les entrepreneurs, le territoire et la création d'entreprise : enquête à Boghni «.In Revue du CREAD, n° 51, 1er trimestre 2000.Alger.
- Fernandez G, Noël A,1994. «PME, mondialisation et stratégies». In Revue Internationale PME, vol6, n° 34,1994.
- Frydman R,1992.»Le territoire de l'économiste-marché et société marchande», In Revue économique, Janvier1992.Paris.
- Gasse Y, 2003.» L'influence du milieu dans la création d'entreprises», In Revue Organisations et Territoires, vol.12, no 2, printemps-été 2003. Québec.
- Gilder G, 1985.»L'esprit d'entreprise», Fayard, paris.
- Hamdi K,1997. «Créer mon entreprise», Editions Hamdi, Alger.
- Hobbs B, Poupart R, 1998. «L'organisation entrepreneuriale : est-ce possible ?», In revue de gestion, septembre1998, Paris.
- Jacques M, 2000. « Créateur et création d'entreprise, de la révolution industrielle à nos jours», Adhe, Paris.
- Kotler et Dubois,2000. «Marketing-management», publi-union. Paris.

**L'environnement comme déterminant du processus entrepreneurial :
cas des pme de la commune de Bejaia**

- Lamiri A, 2010. «Keynes ou Schumpeter, lequel est super star ? », In El watan économie du 22 au 28 février page 5, 2010, Alger.
- Marion S, Martel C, 1997.»L'entrepreneuriat et le travail autonome», Gestion, Paris.
- Massacrier G et Rigaud G, 1994.»Le démarrage d'activités nouvelles : aléas et processus», In Revue Française de gestion, n°102, 1994, Paris.
- Papin R, 2007.»Stratégie pour la création d'entreprise», Dunod, Paris.
- Verstraete, Thierry, 1999. « Connaître l'entrepreneur, comprendre ses actes », Edition L'harmattan, Paris.